

Levée de l'opposition Comment pratiquer

Le créancier n'est pas au bénéfice d'un jugement exécutoire et n'a pas de reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé, article 79 LP

Requête selon procédure ordinaire (CPC) :

- inférieure à fr. 8'000.00 au juge de Paix (113 al. 1 OJV) (valeur litigieuse n'excède pas fr. 1'000.00 procédure sommaire, article 113 al. 2 OJV) (Pas de recours en réforme possible, article 451 al. 4 CPC)
- entre fr. 8'000.00 et fr. 30'000.00 au président du tribunal d'arrondissement (article 96d, alinéa 2 OJV)
- supérieure à fr. 30'000.00 et inférieure ou égale à fr. 100'000.00 au Tribunal d'arrondissement (article 96b alinéa 3 OJV)
- supérieure à fr. 100'000.00 à la Cour civile du Tribunal cantonal (article 74, alinéa 2 OJV)

Recours contre le jugement

- **du juge de Paix**, délai 10 jours :
 - nullité (articles 444 et 447 CPC);
 - réforme (article 451 ch. 4 CPC)
- **du Président du tribunal d'arrondissement**, délai 10 jours :
 - nullité (articles 444 et 445 CPC);
 - réforme (article 451 ch. 3 CPC)
- **du Tribunal d'arrondissement**, délai 10 jours :
 - nullité (articles 444 et 445 CPC);
 - réforme (article 451 ch. 2 CPC)
- **de la Cour civile du TC** :
 - nullité, délai 10 jours (article 444 et 445 CPC);
 - réforme, délai 10 jours (article 451a CPC) si possibilité recours au TF : délai 30 jours (article 46 OJ)

Par requête déposée dans les vingt jours de la notification du jugement, la partie défaillante peut demander le relief (article 309 CPC)

Recours au TC : le recours doit être déposé :
au greffe du tribunal ou de la justice de paix s'il s'agit d'un jugement de la Cour civile, d'un tribunal d'arrondissement ou d'un président de tribunal ou d'un juge de paix (article 458 CPC)

Le créancier est au bénéfice d'un jugement exécutoire, article 80 LP
Sont assimilés à des jugements :

Les transactions ou reconnaissances passées en justice;
Les décisions des autorités administratives de la Confédération ordonnant le paiement d'une somme d'argent ou la constitution de sûretés;
Dans les limites du territoire cantonal, les décisions des autorités administratives cantonales relatives aux obligations de droit public (impôts, etc), en tant que le droit cantonal prévoit cette assimilation.

Requête selon procédure sommaire, article 36 LVLP :

Le juge de paix est compétent, quelle que soit la valeur de la prétention

Prononcé rendu vaut mainlevée définitive

Délai pour recourir en nullité ou en réforme :
10 jours, article 38 LVLP

Délai pour demander le relief :
3 jours, article 56 LVLP

Le créancier est en possession d'une reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé

Requête selon procédure sommaire, article 36 LVLP :

Le juge de paix est compétent, quelle que soit la valeur de la prétention

Prononcé rendu vaut mainlevée provisoire

Délai pour recourir en nullité ou en réforme :
10 jours, article 38 LVLP

Délai pour demander le relief :
3 jours, article 56 LVLP

Délai de 20 jours à disposition du débiteur pour ouvrir action en libération de dette, procédure civile ordinaire (article 87 alinéa 2 LP)

En cas de relief ou de recours, le délai commence à courir à réception de la décision de refus du relief ou de rejet du recours.